

5.4

Accusé de réception de la préfecture : 059-225900018-20231218-321921-DE-1-1

Date de réception en préfecture le 27 décembre 2023

Publié le 29 décembre 2023

Suite à la convocation en date du 4 décembre 2023
LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunie à Lille le 18 DÉCEMBRE 2023

Sous la présidence de Christian POIRET, Président du Conseil Départemental

Nombre de membres en exercices : 82

Etaient présents : Martine ARLABOSSE, Barbara BAILLEUL, Charles BEAUCHAMP, Doriane BECUE, Valentin BELLEVAL, Pierre-Michel BERNARD, Stéphanie BOCQUET, Anne-Sophie BOISSEAUX, Frédéric BRICOUT, François-Xavier CADART, Benjamin CAILLIERET, Olivier CAREMELLE, Yannick CAREMELLE, Loïc CATHELAIN, Marie CHAMPAULT, Isabelle CHOAIN, Paul CHRISTOPHE, Sylvie CLERC, Barbara COEVOET, Valérie CONSEIL, Christine DECODTS, Sylvie DELRUE, Jean-Luc DETAVERNIER, Jean-Claude DULIEU, Monique EVRARD, Marie-Laurence FAUCHILLE, Julien GOKEL, Michelle GREAUME, Maël GUIZIOU, Jacques HOUSSIN, Simon JAMELIN, Sylvie LABADENS, Nicolas LEBLANC, Michel LEFEBVRE, Sébastien LEPRETRE, Maryline LUCAS, Didier MANIER, Françoise MARTIN, Elisabeth MASSE, Anne MIKOLAJCZAK, Luc MONNET, Charlotte PARMENTIER-LECOCQ, Laurent PERIN, Max-André PICK, Michel PLOUY, Christian POIRET, Marie-Hélène QUATREBOEUF, Caroline SANCHEZ, Marie SANDRA, Céline SCAVENNEC, Frédérique SEELS, Marie TONNERRE-DESMET, Patrick VALOIS, Anne VANPEENE, Philippe WAYMEL, Isabelle ZAWIEJA-DENIZON, Karima ZOUGGAGH.

Absent(e)(s) représenté(e)(s) : Salim ACHIBA donne pouvoir à Doriane BECUE, Grégory BARTHOLOMEUS donne pouvoir à Julien GOKEL, Régis CAUCHE donne pouvoir à Jacques HOUSSIN, Marie CIETERS donne pouvoir à Martine ARLABOSSE, Laurent DEGALLAIX donne pouvoir à François-Xavier CADART, Carole DEVOS donne pouvoir à Marie-Hélène QUATREBOEUF, Soraya FAHEM donne pouvoir à Benjamin CAILLIERET, Isabelle FERNANDEZ donne pouvoir à Françoise MARTIN, Vincent LEDOUX donne pouvoir à Marie TONNERRE-DESMET, Bertrand RINGOT donne pouvoir à Didier MANIER, Marie-Paule ROUSSELLE donne pouvoir à Monique EVRARD, Sébastien SEGUIN donne pouvoir à Valentin BELLEVAL, Nicolas SIEGLER donne pouvoir à Sylvie LABADENS, Aude VAN CAUWENBERGE donne pouvoir à Sylvie DELRUE, Jean-Noël VERFAILLIE donne pouvoir à Paul CHRISTOPHE.

Absent(e)(s) excusé(e)(s) : Josyane BRIDOUX, Béatrice DESCAMPS-MARQUILLY.

Absent(e)(s) : Bernard BAUDOUX, Frédéric DELANNOY, Agnès DENYS, Claudine DEROEUX, Stéphane DIEUSAERT, Mickaël HIRAUX, Valérie LETARD, Eric RENAUD.

OBJET : Interventions départementales dans le domaine de la Plantation et de la Renaturation.

Vu le rapport DRE/2023/399

Vu l'avis en date du 11 décembre 2023 de la Commission Développement de l'espace rural, environnement, politique de l'eau

DECIDE à l'unanimité:

- d'attribuer les subventions d'investissement suivantes :
 - 34 698 € à la Communauté de Communes Cœur de l'Avesnois,
 - 2 160 € à la commune de Landrecies,
 - 16 043,40 € à la commune d'Ennetières-en-Weppes,
 - 600 € à la commune de Lallaing,
 - 49 770 € à la commune de Maubeuge,
 - 7 776 € à la commune de Le Quesnoy,
 - 324 € à l'association APEI du Valenciennois,
 - 4 357,01 € à la Société des Jardins Familiaux d'Hazebrouck,
 - 1 720,68 € au bailleur social Habitat du Nord pour le projet à Verlinghem,
 - 3 164,10 € au bailleur social Habitat du Nord pour le projet à Wambrechies,
 - 10 891,71 € au Syndicat Mixte du Sud Est de l'Escaut,
 - 25 080 € au Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut,
 - 20 925 € à la Métropole Européenne de Lille,
 - 16 476,86 € à la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut.

- d'autoriser Monsieur le Président à signer avec la Communauté de Communes Cœur de l'Avesnois, les communes de Landrecies, Ennetières-en-Weppes, Lallaing, Maubeuge et Le Quesnoy, le bailleur social Habitat du Nord (projets à Verlinghem et Wambrechies), le Syndicat Mixte du Sud Est de l'Escaut, le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut, la Métropole Européenne de Lille, la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut, l'association APEI du Valenciennois, la Société des Jardins Familiaux d'Hazebrouck, une convention cadre, conforme au modèle ci-joint en annexe 2 ;

- d'imputer la dépense d'investissement correspondante, soit 193 986,76 € sur l'opération 23004OP002.

- d'attribuer les subventions de fonctionnement suivantes :
 - 105 000 € à la Communauté de Communes du Pays de Mormal,
 - 27 652,70 € à la Communauté de Communes des Hauts de Flandre,
 - 51 452,10 € à la Communauté de Communes Cœur de l'Avesnois.

- d'autoriser Monsieur le Président à signer avec les Communautés de Communes du Pays de Mormal, Hauts de Flandre et Cœur de l'Avesnois une convention cadre, conforme au modèle ci-joint en annexe 3 ;

- d'imputer la dépense de fonctionnement correspondante, soit 184 104,80 € sur l'opération 23004OP002 ;

- d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 à la convention relative au versement d'une subvention d'investissement à l'association JUNIA pour l'aménagement des jardins du Palais Rameau à Lille, repris en annexe 5 ci-jointe.

Le quorum a été vérifié à l'appel de l'affaire à 18 h 17.

Madame BECUE et Monsieur LEPRETRE sont Vice-Présidents de la Métropole Européenne de Lille.
Madame TONNERRE-DESMET est Conseillère métropolitaine déléguée de la Métropole Européenne de Lille.

Mesdames COEVOET, MASSE et ZOUGGAGH, ainsi que Messieurs CADART, Olivier CAREMELLE, CATHELAIN, MANIER, PICK et PLOUY sont Conseillers métropolitains de la Métropole Européenne de Lille.

Madame ZAWIEJA-DENIZON est Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de La Porte du Hainaut et membre du Comité syndical du Syndicat Mixte de gestion du Parc Naturel Régional Scarpe-Escout.

Madame QUATREBOEUF et Monsieur DETAVERNIER sont membres du Comité syndical du Syndicat Mixte de gestion du Parc Naturel Régional Scarpe-Escout.

Monsieur LEBLANC est Adjoint au Maire de Maubeuge.

En raison de ces fonctions, ils ne peuvent ni prendre part au délibéré et à la prise de décision ni être comptés dans le quorum, ainsi que Madame BOCQUET en raison des fonctions professionnelles exercées au sein de la Métropole Européenne de Lille. Ils n'assistent pas à cette partie de la réunion.

Madame DEVOS, ainsi que Messieurs LEDOUX et RINGOT avaient donné pouvoir respectivement à Mesdames QUATREBOEUF, TONNERRE-DESMET et Monsieur MANIER. Ces derniers ne pouvant prendre part au délibéré et à la prise de décision, il n'est pas tenu compte de ces pouvoirs pour cette affaire.

Messieurs CAUCHE (Vice-Président de la Métropole Européenne de Lille), SEGUIN (Conseiller communautaire de la Communauté de Communes du Cœur de l'Avesnois) et VERFAILLIE (membre du Comité syndical du Syndicat Mixte de gestion du Parc Naturel Régional Scarpe-Escout et membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration d'Habitat du Nord) avaient donné pouvoir respectivement à Messieurs HOUSSIN, BELLEVAL et CHRISTOPHE. Ils ne peuvent prendre part au délibéré et à la prise de décision même par procuration. Il n'est donc pas tenu compte de ces pouvoirs pour cette affaire.

Monsieur DEGALLAIX (membre du Comité syndical du Syndicat Mixte de gestion du Parc Naturel Régional Scarpe-Escout) avait donné pouvoir à Monsieur CADART (Conseiller métropolitain de la Métropole Européenne de Lille). Il ne peut prendre part au délibéré et à la prise de décision même par procuration. Il n'est donc pas tenu compte de ce pouvoir pour cette affaire.

Monsieur ACHIBA (Conseiller métropolitain de la Métropole Européenne de Lille) avait donné pouvoir à Madame BECUE (Vice-présidente de la Métropole Européenne de Lille). Ni le procurant, ni le porteur de pouvoir ne peut prendre part au délibéré et à la prise de décision. Il n'est donc pas tenu compte de ce pouvoir pour cette affaire.

40 Conseillers départementaux étaient donc présents en séance. Ils étaient porteurs de 7 pouvoirs.

Décision acquise par assentiment de l'assemblée.

Signé électroniquement



Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,
La Directrice des Affaires Juridiques
et de l'Achat Public,

Claude LEMOINE



REGLEMENT- mise à jour novembre 2021

Dispositif de subventions « **Plantation et Renaturation** »

Contexte et objectifs

Face à l'urgence climatique et la dégradation de la biodiversité, le Département du Nord entend prendre sa part dans la transition écologique en portant un projet de société qui transformera les territoires et les modes de vie et rassemblera les nordistes. En application de ces grands principes et dans le cadre de sa nouvelle politique « **Nord durable** » le Département du Nord met à disposition des porteurs de projet un nouveau dispositif d'aide technique et financière appelé « **Plantation et Renaturation** ».

En effet, « L'arbre » en ville ou à la campagne a des atouts environnementaux multiples. Associé au bocage, il renforce la qualité paysagère des territoires ruraux et améliore le cadre de vie des habitants. Il joue un rôle important dans la protection et la qualité des eaux et participe à la lutte contre l'érosion des sols et les inondations. Il est source de productions utiles à l'homme, comme les fruits, baies, plantes médicinales. La présence d'espèces mellifères favorise la production de miel et les insectes auxiliaires participent à la pollinisation des fruitiers. Il peut également être source non négligeable d'énergie renouvelable et renforcer l'économie locale.

L'arbre participe également à la fixation des gaz à effet de serre à la régulation climatique (surtout en ville où il crée des îlots de fraîcheur) et peut ainsi contribuer à la compensation carbone. Il constitue un abri et un lieu de vie pour la faune et la flore et est source de biodiversité et de connections écologiques.

Le dispositif « **Plantation et Renaturation** » concerne donc à la fois les plantations au sens large (boisement, bosquet, haies bocagères, fruitiers de variétés anciennes, arbres d'alignement dont têtards, végétalisation...) en milieu rural mais également en ville et la création ou la restauration de jardins collectifs (familiaux ou partagés) tout en laissant la place aux projets innovants dans ces deux domaines.

Les jardins collectifs sont des espaces où la notion de développement durable selon ses trois composantes : environnementale, sociale et économique, se vit en pratique. Ils constituent l'un des maillons de la biodiversité urbaine. Ils reflètent à la fois la volonté d'intégrer l'écologie dans le jardin (zérophyto, mares, hôtels à insectes...) et de réduire la fragmentation urbaine. Ils contribuent à la consolidation du réseau de corridors biologiques par la préservation de la biodiversité. Ces jardins ont également un rôle social important, ils sont sources d'échanges de savoirs, de bonnes pratiques, supports d'activités pédagogiques et de moments festifs ouverts sur les quartiers. Ce sont de véritables créateurs de lien social et intergénérationnel.

Le soutien à la multifonctionnalité de ces espaces, comme à l'innovation et à l'expérimentation pour des zones urbaines plus durables et résilientes, porteuses d'activités en lien avec la nature et de production à l'instar de l'agriculture urbaine, permet de développer des activités basées sur la biodiversité, la protection de la ressource en eau et la production de fruits et légumes de qualité.

La Région Hauts-de-France avec son Plan arbres et le Département du Nord avec ce dispositif « Plantation et Renaturation » concourent à l'objectif partagé de favoriser la plantation d'arbres et d'arbustes dans le département du Nord et la Région Hauts-de-France. Ce partenariat s'est traduit par la mise en œuvre d'un protocole d'accord entre les deux parties et des articulations entre les deux dispositifs d'aides.

1. Quels sont les projets soutenus ?

- La plantation ou la restauration de haies bocagères diversifiées en milieu rural ou urbain,
- L'entretien des haies bocagères sur terrain public ou privé agricole pour les groupements de communes (exceptionnellement aux communes quand il n'existe pas de structure intercommunale compétente en la matière),
- La plantation d'alignement d'arbres en milieu rural bocager (têtards ou forme libre) sur terrain public ou privé agricole,
- La restauration des arbres têtards,
- La plantation de fruitiers de variétés anciennes haute-tige et basse-tige,
- La création de boisement ou de bosquet,
- *La création de projets mixtes présentant différents types de plantations (haies, fruitiers, arbres d'alignement...)*
- La création ou la restauration de jardins collectifs (familiaux ou partagés),
- La création ou la restauration de mare dans le cadre d'un projet de plantation ou de création de jardins collectifs, et les opérations de biodiversité associée,
- La création d'espaces végétalisés et /ou nourriciers innovants,
- La végétalisation en milieu urbain.

2. Qui peut répondre ?

Peuvent candidater au dispositif départemental :

- Les collectivités territoriales et leurs groupements sur terrain public ou privé agricole,
- les syndicats intercommunaux et syndicats mixtes (Syndicats hydrauliques, PNR, etc.) sur terrain public ou privé agricole,
- les établissements publics (CCAS, etc.) sur terrain public,
- les bailleurs sociaux pour les projets en terrain propre ou sur terrain public,
- les associations pour les projets en terrain propre ou sur terrain public,
- *les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) certifiées Entreprises Solidaires d'Utilité Sociale (ESUS).*

3. Quels critères de sélection ?

Les projets de plantation ou renaturation se situant sur l'ensemble du territoire départemental du Nord, en milieu rural et milieu urbain, sont éligibles.

Les critères généraux retenus pour l'analyse des projets par les services départementaux sont les suivants :

- un projet réfléchi et pérenne en lien avec les critères du développement durable : s'assurer que le futur projet de plantation ou d'aménagement ne va pas impacter des espèces ou habitats rares ou protégés en région et l'analyse de sa faisabilité et pérennité sur le long terme.
- pour la création de verger, l'utilisation de fruitiers de variétés anciennes en haute-tige ou basse-tige parmi les variétés proposées ci-dessous.
- pour les plantations de boisement, bosquet, haies bocagères, d'alignements d'arbres constitués en forme libre ou en têtard, composées exclusivement d'essences locales qui sont les mieux adaptées aux sols et conditions climatiques régionales (cf. liste ci-dessous).
- le paillage devra être biodégradable et pour les protections : les biodégradables seront favorisées ou à défaut un retrait sera effectué quand les plants grandissent.
- l'entretien des haies bocagères sur terrain public et privé agricole pour les groupements de communes (exceptionnellement aux communes quand il n'existe pas de structure intercommunale compétente en la matière). Le choix du matériel, en fonction de la haie et de la fréquence de taille, est primordial. La taille doit respecter l'intégrité de la haie, elle ne doit pas générer de blessures au tronc principal, ni de branches éclatées. La période d'entretien à respecter est de septembre à mars et de préférence pendant les mois d'hiver de décembre à février.
- *la création de mare au naturel (sans bâche plastique) inférieure à 400 m².*
- un projet concerté et partagé avec les riverains et futurs utilisateurs.
- un aménagement ouvert au public (hors terrain agricole).
- les projets privilégiant au maximum l'économie circulaire : utilisation pour la plantation de haies bocagères et les fruitiers, de plants produits localement, c'est-à-dire des plants génétiquement locaux dont les graines, les fruits ou les semences sont certifiés de provenance locale ou régionale (exemple de la marque « végétal local » ou Espèce d'origine contrôlée : ESDOCO).
- l'engagement du bénéficiaire à protéger durablement les espaces plantés et renaturés (exemple : documents d'urbanisme, convention de 15 ans, etc.).
- l'engagement du bénéficiaire sur la pérennité et l'entretien des plantations et aménagements réalisés (suivi des aménagements et mise en place d'un entretien pluriannuel).

Spécificités pour les activités liées aux jardins collectifs (familiaux ou partagés)

- contrôle de la qualité des sols vis-à-vis de la pollution pour une consommation des fruits et légumes sans risque pour la santé,
- favoriser les opérations en cœur de ville,

- développer les liens intergénérationnels, les échanges de savoirs, les bonnes pratiques à travers des activités pédagogiques,
- jardinage au naturel (sans produit de synthèse) avec inscription dans le règlement intérieur,
- récupération des eaux de pluies et compostage des déchets verts,
- utilisation de bois écocertifiés (PEFC, FSC) pour les constructions en bois (abris de jardins, carport, toilettes sèches, etc.) et favoriser les bois produits localement,
- favoriser les semences rustiques et de variétés locales, mieux adaptées et résistantes.

Les dossiers seront considérés comme éligibles s'ils remplissent les conditions citées ci-dessus et dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée.

4. Quelles sont les dépenses éligibles ?

a) Pour les jardins collectifs (familiaux et partagés) :

- Les études préalables et diagnostics initiaux :

Cela concerne l'étude de la qualité des sols, les réunions de concertation avec les habitants et futurs usagers, le descriptif des aménagements prévus, le budget prévisionnel correspondant et le plan de financement associé.

- Les équipements :

Les clôtures, abris de jardins, carport, toilettes sèches, espaces de rencontre avec table-banc, bac à compost, récupérateur d'eau de pluie, etc.

La fourniture des matériaux en cas de construction lors d'atelier participatif.

- L'animation des jardins :

Cela concerne principalement les jardins partagés (aussi appelés jardins solidaires ou jardins communautaires). Ce type de jardin peut nécessiter la présence d'une équipe d'animation ou d'un groupe d'habitants bien organisés pour assurer la pérennité et la dynamique des jardins et également l'organisation d'animations pédagogiques pour les enfants et le grand public.

Les travaux, études ou animations réalisés en régie directe ne sont pas éligibles au dispositif départemental, le versement de la subvention se faisant sur la base des factures acquittées certifiées.

b) Pour les opérations de plantation :

- Les études préalables et diagnostics initiaux :

Cela concerne le diagnostic du terrain à boiser, à la fois sur les aspects écologiques (état initial faune, flore, etc.), les aspects paysagers et les potentialités du milieu.

L'étude de sols et le choix des essences les mieux adaptées au terrain.

Les réunions de concertation et d'animations liées au projet peuvent être éligibles.

Le descriptif des aménagements prévus, le budget prévisionnel correspondant et le plan de financement associé.

- **Pour les fournitures :**

Les plants : La fourniture des plants (arbres, arbustes, fruitiers) conformes aux listes d'espèces et de variétés présentées dans les annexes 1 et 2.

La protection des sols : Seuls les paillages naturels, biodégradables à 100 % sont éligibles au dispositif : paille, écorces, plaquettes forestières, copeaux de bois, Bois Raméal Fragmenté (BRF), géotextile biodégradable, etc., en privilégiant les circuits courts, favorables à l'empreinte carbone.

La protection des plants : Pour les fruitiers « haute-tige : tuteurs en bois (PEFC ou FSC) avec collier caoutchouc souple et protection contre le bétail si besoin (corset métallique ou grillage).

Pour les jeunes plants : protection gibier de préférence biodégradable.

- **La main d'œuvre :**

La préparation du sol, la plantation et la garantie de reprise de 3 ans sont éligibles si elles sont réalisées par entreprise.

Le coût de la main d'œuvre pour les travaux réalisés en régie directe, n'est pas éligible.

c) L'entretien des haies bocagères :

Les dépenses de fonctionnement uniquement liées à l'entretien de linéaires de haies bocagères sur les terrains public et privés agricoles pour les groupements de communes (exceptionnellement aux communes quand il n'existe pas de structure intercommunale compétente en la matière).

Le choix du matériel, en fonction de la haie et de la fréquence de taille, est primordial. **La taille doit respecter l'intégrité de la haie. Elle ne doit pas générer de blessures au tronc principal, ni de branches éclatées.**

On entend par entretien de haie, la taille des haies basses taillées annuellement et/ou les côtés des haies hautes.

Il est également possible de ne tailler la haie que tous les 5 ans ou 10 ans en permettant ainsi à la haie de fleurir, d'être plus accueillante pour la faune, voire de la valoriser dans la filière bois – énergie, ce dispositif est nommé « **haies à écologie renforcée** » dont l'aide financière est plus importante car la taille doit s'effectuer avec un matériel autre que broyeur (lamier, sécateur, etc).

Période d'entretien : en automne /hiver de septembre à mars et de préférence pendant les mois d'hiver de **décembre à février**.

d) La restauration des arbres têtards :

Ce dispositif vise à la préservation des vieux arbres têtards alignés ou isolés, au vu de leur intérêt patrimonial de tout premier ordre (paysager et biodiversité). Les travaux de restauration (émondage et façonnage) doivent être entrepris par un élagueur professionnel. Après l'opération de restauration, le bénéficiaire s'engage à effectuer les entretiens nécessaires à leur maintien et au bon état sanitaire.

e) Les opérations de biodiversité associées :

Les travaux d'investissements liés à la création de mares au naturel, à la restauration de mares, à l'installation d'hôtels à insectes et/ou de nichoirs, etc., peuvent être éligibles au dispositif.

f) Les espaces innovants végétalisés et nourriciers :

Les travaux et investissement liés à la réalisation de projets expérimentaux multifonctionnels alliant production alimentaire et nature au service des habitants peuvent être éligibles.

g) L'information, communication :

La fourniture et la pose de panneau d'information des usagers sur les aménagements réalisés ou pédagogiques.

Le Département pourra, le cas échéant, mettre à disposition un visuel adapté.

Les travaux, études, concertation ou animations, entretiens réalisés en régie directe ne sont pas éligibles au dispositif départemental, le versement de la subvention se faisant sur la base des factures acquittées certifiées.

5. Quels financements ?

Sous réserve du vote des crédits correspondants.

Cet appel à projets est permanent.

En investissement, l'aide départementale correspond à une subvention au **taux unique de 60 % du coût estimatif des travaux HT** dans le respect des plafonds de coût de travaux ci-dessous et du cahier des charges.

- *Boisement surfacique et projet mixte avec différents types de plantations (haies, fruitiers, arbres d'alignement...) : 18 000 € / ha*
- *Verger haute tige variété ancienne : 120 € / arbre*
- *Plantation de haies bocagères : 10 € / m*
- *Arbres d'alignement dont les arbres têtards : plantation 120 €/arbre et restauration 200 €/arbre (coût pour les arbres têtards)*
- *Jardins familiaux et espaces partagés : 125 000 € dont 25 000 € pour 3 ans d'animation maximum pour les jardins collectifs*
- *Création d'une mare naturelle 1 000 €/mare*
- *Projet innovant (subvention unique).*

Une subvention de **fonctionnement** peut être accordée aux collectivités publiques et leur groupement **pour l'entretien des haies bocagères** sur terrain public et maillage agricole avec un taux applicable de **50 % du coût estimatif des travaux HT** plafonné à 0,25 € HT/m pour un entretien annuel et 0,625 € HT/m pour la haie à écologie renforcée (une taille tous les 5 ou 10 ans).

Les dépenses sont considérées en hors-taxes pour les collectivités et leurs groupements et en toutes taxes pour les associations.

Pour les subventions d'investissement, le bénéficiaire de la subvention dispose d'un délai d'une durée maximale de 18 mois pour engager les travaux et de 36 mois pour achever l'opération, le tout à compter de la date de notification accordant la subvention.

Le protocole d'accord entre la Région et le Département du Nord permet les cofinancements des projets en matière de plantation.

6. Modalité de versement de la subvention départementale

Le montant définitif de la subvention du Département sera calculé en appliquant le pourcentage du taux de subvention ci-dessus au montant réel des dépenses éligibles et plafonnées. Il ne pourra toutefois pas être supérieur au montant contractualisé.

Des acomptes successifs pourront être réglés dans la limite de 80 % du montant total de la subvention.

Le versement du solde se fera sous réserve de la conformité des caractéristiques de la réalisation avec celles du dossier de demande de subvention et de la présentation des documents suivants :

- un bilan illustré des opérations réalisées comprenant également pour les plantations un tableau récapitulatif du nombre effectif d'arbres, d'arbustes et de fruitiers plantés, leur origine et les essences et/ou variétés plantées (issues des listes fournies par le Département),
- un certificat administratif attestant le paiement effectif des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage et précisant son coût,
- un état récapitulatif des dépenses visées par le comptable public ou la banque,
- une copie de l'ensemble des factures réglées par le maître d'ouvrage au titre de l'opération financée.

Si le solde de la subvention est inférieur aux sommes déjà versées lors des acomptes, le trop-perçu fera l'objet d'un titre de recette.

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé. Dans ce cas, le maître d'ouvrage devra obligatoirement permettre l'accès au site et/ou aux documents jugés utiles dans le cadre de ces contrôles. Il sera préalablement averti et aura connaissance des motifs de ce contrôle qui pourront être d'ordre financier ou technique avec le contrôle de la conformité des aménagements réalisés et du respect des engagements concernant le maintien et l'entretien des aménagements financés.

7. Composition du dossier de demande de subvention

Les services techniques du Département sont à votre disposition pour un accompagnement technique de votre dossier et vous aider à la constitution de votre dossier (cf. coordonnées ci-dessous).

- Un courrier et/ou une délibération sollicitant l'aide financière du Département pour une opération de plantation ou de renaturation, précisant l'objectif du projet et par laquelle le porteur de projet s'engage à appliquer les dispositions reprises dans la liste des critères d'éligibilité,
- en cas de marché, le procès-verbal du résultat de la consultation des entreprises et le devis présenté par l'entreprise adjudicataire, à défaut, un devis présenté par une entreprise spécialisée,
- un extrait de la matrice cadastrale du lieu d'implantation du projet,
- un plan de situation et une étude diagnostic,

- un descriptif du projet permettant à l'instructeur d'évaluer le dossier au regard des critères de sélection présentés ci-dessus (présentation de la concertation mise en place, disposition de la plantation, densité, liste des essences plantées, nature des protections, mode d'entretien, mesures d'accompagnement : biodiversité, accueil du public, etc., détail des aménagements prévus, pérennité des équipements dans les documents d'urbanismes, etc.),
- un courrier de demande de dérogation au principe de non commencement argumenté, si nécessaire, en raison de la saisonnalité des travaux de plantation par exemple,
- en cas de réalisation sur un terrain agricole (plantation et/ou entretien de haies bocagères, plantation ou restauration d'arbres têtards) : une copie de la convention (modèle pouvant être transmis par le département du Nord) liant la collectivité, maître d'ouvrage des travaux et le propriétaire/exploitant (mise à disposition, à titre gratuit, des terrains d'assiette, pour les travaux de plantation ou d'entretien) et engagement sur l'honneur de l'exploitant que ces opérations de plantation ne font pas l'objet d'une aide au titre de la Politique Agricole Commune ainsi que la liste nominative des agriculteurs concernés.

Mode de réception des dossiers

Le dossier sera adressé en un seul exemplaire au Département par voie postale aux coordonnées suivantes :

*M. le Président du Département du Nord
Direction Ruralité et Environnement
Service Agriculture, Eau, Environnement
Hôtel du Département
51 rue Gustave Delory
59047 LILLE CEDEX*

Sélection des dossiers

Les dossiers réputés complets seront analysés par les services au regard des critères d'appréciation présentés ci-dessus.

Décision de financement

Les dossiers déposés et considérés comme éligibles au dispositif seront présentés aux instances délibérantes départementales. Les porteurs de projets seront ensuite informés par courrier de la suite favorable ou non qui aura été donnée à leur demande. En raison de la saisonnalité des travaux et des délais liés à la gestion administrative des dossiers, il est possible de solliciter, en l'argumentant, une dérogation au principe de non commencement des travaux.

8. Contacts et renseignements

DEPARTEMENT DU NORD

Direction Ruralité et Environnement
Service Agriculture, Eau, Environnement
Tél. : 03.59.73.68.41
plantationetrenaturation@lenord.fr

Liste des variétés fruitières (Département du Nord)

Etablie par ENRx - mai 2020 - Centre régional de ressources génétiques / Plantons le Décor

| Pommes à cidre |
|--|
| Amère nouvelle |
| Armagnac |
| Carisi à longue queue |
| Doux corier |
| Du Verger |
| Marseigna |
| Normandie blanc |
| Panneterie |
| Rouge extra très tardive |
| Pommes à couteau et à cuire |
| Ascahire |
| Argillère |
| Baguette d'hiver |
| Baguette violette |
| Belle fleur simple (= Petit bon ente) |
| Cabarette |
| Colapuis |
| Court pendu rouge |
| Double bon pommier rouge |
| Gris Baudet bronzée |
| Gosselet |
| Gaillarde |
| Gris Brabant |
| Gueule de mouton |
| Jacques Lebel |
| Luche |
| Lanscailler |
| Marie Doudou |
| Quarantaine d'hiver |
| Reinette de France |
| Reinette de Hollande |
| Reinette de Flandre |
| Reinette d'Angleterre |
| Reinette des Capucins |
| Reinette Descardre |
| Reinette de Waleffe |
| Reinette étoilée |
| Reinette Hernaut |
| Reinette tardive d'Englefontaine (= La Clermontoise) |
| Sans Pareille de Peasgood |
| Saint-Jean (= Transparente blanche) |
| Sang de bœuf |
| Tardive de Bouvignies (= Rambour d'hiver) |

| POIRES A COUPEAU |
|--|
| Beurré d'Anjou |
| Beurré Lebrun |
| Beurré Superfin |
| Comtesse de Paris |
| Cornélie |
| Madame Grégoire |
| Poire à Clément |
| Sans pépins |
| Sucrée de Montluçon |
| Triomphe de Vienne |
| Poires à cuire |
| Jean Nicolas |
| Poire à côte d'or (= Belle de Moncheaux) |
| Poire Reinette |
| Poire de Livre |
| Poire grise Notre-Dame |
| Saint Mathieu |
| Poire de sang |
| Cerises |
| Cerise blanche d'Harcigny |
| Cerise du Sars |
| Guigne noire du Pévèle |
| Griotte de Lemé |
| Gros bigarreau de la Groise |
| Griotte précoce de Samer |
| Gros bigarreau d'Eperlecques |
| Grosse cerise blanche de Verchocq |
| Gascogne tardive de Seninghem |
| Cerise blanc nez |
| Cerise de Moncheaux |
| Griotte de Vieux-Condé |
| Guigne noire de Ruesnes |
| Prunes |
| Coe violette |
| Goutte d'or de Coe |
| Madeleine |
| Monsieur hâtif |
| Noberte |
| Reine Claude d'Althan (= Conducta) |
| Reine Claude dorée |
| Reine Claude rouge hâtive |
| Sainte Catherine |
| PECHES |
| Pêche de Moncheaux |

LISTE D'ESPECES ARBRES – ARBUSTES – PLANTES GRIMPANTES

Arbres et arbustes

| Nom commun | Nom latin |
|--|---|
| Erable champêtre | <i>Acer campestre</i> L. |
| Érable plane | <i>Acer platanoides</i> L. |
| Erable sycomore (E) | <i>Acer pseudoplatanus</i> L. |
| Aulne glutineux | <i>Alnus glutinosa</i> (L.) Gaertn. |
| Bouleau verruqueux | <i>Betula pendula</i> Roth |
| Bouleau pubescent | <i>Betula pubescens</i> Ehrh. subsp. <i>pubescens</i> |
| Charme commun (M) | <i>Carpinus betulus</i> L. |
| Châtaigner commun | <i>Castanea sativa</i> Mill. |
| Cornouiller sanguin | <i>Cornus sanguinea</i> L. subsp. <i>sanguinea</i> |
| Noisetier commun | <i>Corylus avellana</i> L. var. <i>avellana</i> |
| Aubépine monogyne et aubépine épineuse * | <i>Crataegus monogyna</i> et <i>Crataegus laevigata</i> * |
| Genêt à balais | <i>Cytisus scoparius</i> (L.) Link |
| Fusain d'Europe | <i>Euonymus europaeus</i> L. |
| Hêtre (M) | <i>Fagus sylvatica</i> L. |
| Bourdaïne | <i>Frangula alnus</i> Mill. |
| Houx (P) | <i>Ilex aquifolium</i> L. |
| Noyer commun | <i>Juglans regia</i> L. |
| Troène commun | <i>Ligustrum vulgare</i> L. |
| Néflier | <i>Mespilus germanica</i> L. |
| Peuplier tremble ; Tremble | <i>Populus tremula</i> L. |
| Merisier sauvage | <i>Prunus avium</i> (L.) L. subsp. <i>avium</i> |
| Prunellier (E) | <i>Prunus spinosa</i> L. |
| Chêne sessile ; Rouvre | <i>Quercus petraea</i> Lieblein |
| Chêne pédonculé | <i>Quercus robur</i> L. |
| Nerprun purgatif | <i>Rhamnus cathartica</i> L. |
| Cassis ; Groseillier noir | <i>Ribes nigrum</i> L. |
| Groseillier rouge | <i>Ribes rubrum</i> L. |
| Groseillier à maquereaux | <i>Ribes uva-crispa</i> L. |
| Eglantier | <i>Rosa canina</i> L. |
| Saule blanc (E) | <i>Salix alba</i> L. |

| | |
|----------------------------------|---|
| Saule roux | <i>Salix atrocinerea</i> Brot. |
| Saule marsault | <i>Salix caprea</i> L. |
| Saule cendré | <i>Salix cinerea</i> L. |
| Saule des vanniers ; Osier blanc | <i>Salix viminalis</i> L. |
| Sorbier des oiseleurs | <i>Sorbus aucuparia</i> subsp. <i>aucuparia</i> L. |
| Tilleul à petites feuilles | <i>Tilia cordata</i> Mill. |
| Tilleul à larges feuilles | <i>Tilia platyphyllos</i> Scop. |
| Orme champêtre | <i>Ulmus minor</i> Mill. (uniquement en haie basse taillée) |
| Viorne lantane ; Mancienne | <i>Virbunum lantana</i> L. |
| Viorne obier | <i>Virbunum opulus</i> L. |

Plantes grimpantes

| | |
|------------------------|------------------------------|
| Chèvrefeuille des bois | <i>Lonicera periclymenum</i> |
| Houblon | <i>Humulus lupulus</i> |
| Lierre terrestre (P) | <i>Hedera helix</i> |

(M) = **Marcescent** (garde ses feuilles sèches l'hiver).

(P) = **Persistant**

(E) = **Envahissant**

*L'Aubépine à un style (*Crataegus monogyna*) et l'Aubépine à deux styles (*Crataegus laevigata*) sont des espèces sensibles au feu bactérien dont la plantation est interdite dans le Département du Nord sans dérogation : contacter le Service régional de protection des végétaux de Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Hauts de France.

**Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale**

Direction Ruralité et Environnement

Service Agriculture, Eau et Environnement

Tél. : 03 59 73 82 33
Vincent.lecendre@lenord.fr
Réf : DGAST/DRE/SAEE/CDT/OB/VL/AL
Affaire suivie par : Vincent LECENDRE
Rapport DRE/2023/399

CONVENTION CADRE

Relative au versement d'une subvention d'investissement

Vu les articles L. 3211-1 et L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales

Vu la délibération du Conseil départemental du 22 novembre 2021 adoptant les nouvelles modalités de subventions du dispositif « Plantation et Renaturation »

Vu la délibération de la Commission permanente du 18 décembre 2023

Entre les soussignés,

Le Département du Nord

Représenté par Monsieur Christian POIRET, son Président

ci-après dénommé « le Département »

Et

Le « maître d'ouvrage »

Représenté par « Civilité » « Prénom » « Nom », son Maire ou son Président

ci-après dénommé « le maître d'ouvrage »

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement et de versement de la participation financière départementale au titre du dispositif de subventions « Plantation et Renaturation ».

Descriptif du « PROJET »

ARTICLE 2 : Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de notification d'attribution. Pour les subventions d'investissement, le bénéficiaire de la subvention dispose d'une durée maximale de 18 mois pour engager les travaux à compter de la date de notification de la délibération accordant la subvention.

ARTICLE 3 : Détermination et montant de la contribution financière

Pour permettre au maître d'ouvrage bénéficiaire de réaliser l'opération dont il est à l'initiative mentionnée à l'article 1, le Département du Nord versera une subvention d'un montant maximum de «Subvention____HT ou TTC» € dans les conditions suivantes :

Le montant de la subvention inclut l'ensemble des dépenses subventionnables concernant «PROJET».

| | |
|---|--|
| Coût total (HT ou TTC) du projet | «Montant_total_du_Projet__HT ou TTC» € |
| Montant (HT ou TTC) de la dépense subventionnable | «Montant_total_du_Projet__HT ou TTC» € |
| Taux de subvention | «Taux» % |
| Montant maximum de la subvention | «Subvention_HT ou TTC» € |

Cette subvention sera susceptible d'être recalculée en fonction de l'évolution du coût définitif du projet et du montant réel des dépenses ; il demeure plafonné au montant maximum ci-dessus indiqué.

Le maître d'ouvrage s'engage à respecter les critères d'éligibilité du dispositif de « Plantation et Renaturation » (cf cahier des charges) et à prendre les mesures de nature à garantir le respect desdits critères.

ARTICLE 4 : Modalités de versement de la participation départementale

Le montant définitif de la subvention du Département sera calculé en fonction du montant réel des dépenses plafonnées au montant de la dépense subventionnable cité à l'article 3.

Des acomptes successifs pourront être réglés dans la limite de 80 % du montant total de la subvention et le solde à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 5 : Recours à l'insertion

Le Département, dans le cadre de ses compétences, encourage également le maître d'ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans la rédaction des marchés publics.

Le Département soutient les organismes d'appui aux territoires (PLIE), qui peuvent accompagner le maître d'ouvrage dans la réflexion, le montage, l'écriture et la mise en œuvre des clauses d'insertion. La clause d'insertion se traduit, pour les entreprises de travaux titulaires de marchés publics de travaux (article L 2112-2 et suivants du code de la commande publique), par un nombre d'heures de travail à réserver à des publics en insertion (RSA, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification...).

Ce dispositif peut être mis en place de différentes façons par le maître d'ouvrage.

1ère forme :

Il peut s'agir de la mise à disposition de salariés rencontrant des difficultés particulières d'insertion : l'opérateur économique recourt à une entreprise de travail temporaire d'insertion ou à une entreprise de travail temporaire, dans le respect des conditions fixées par l'arrêté du 28 novembre 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur du travail temporaire (relatif aux modalités de mises en œuvre de l'article L.12-51-7 du code du travail). Dans le cas d'une entreprise de travail temporaire, le plan d'accompagnement et de suivi dans l'emploi établi pour chaque personne mise à disposition devra être approuvé par l'organisme d'appui aux territoires.

Il peut s'agir de la mutualisation des heures d'insertion : l'opérateur économique recourt à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou à une autre association intermédiaire.

2ème forme :

Le recours à la sous-traitance d'une partie des travaux à une entreprise d'insertion.

3ème forme :

Le recrutement direct de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, proposées par les organismes d'appui aux territoires.

Afin de garantir au Département une vision globale du processus d'insertion, il est demandé au maître d'ouvrage qui recourt effectivement à des clauses d'insertion de fournir aux services concernés du Département les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée.

ARTICLE 6 : Information sur le commencement de travaux

Il est rappelé qu'aucune subvention ne peut être accordée si l'opération a connu un commencement d'exécution avant la date de la délibération accordant la subvention, ou de la dérogation accordée pour le commencement anticipé. Le commencement d'exécution de l'opération est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'opération ou le début d'exécution des travaux.

ARTICLE 7 : Modalités de communication sur la participation départementale

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à cette opération. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le porteur de projet relatifs à l'objet de la présente convention.

Les supports reproduisant le logo du Département du Nord sont à faire valider préalablement à l'adresse suivante dircom@lenord.fr. A défaut de réponse dans les 24 heures suivant l'envoi, la création proposée sera considérée comme validée par le Département.

Le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse <https://communication.lenord.fr>

ARTICLE 8 : Bilan de l'opération

Le maître d'ouvrage s'engage à transmettre au Département un rapport définitif illustré à la fin de la convention. Ce rapport devra mettre en évidence l'avancement de la réalisation du projet ainsi que les premiers résultats de sa mise en œuvre.

Pour les opérations de plantation, le maître d'ouvrage s'engage à transmettre un bilan illustré comprenant au minima un tableau récapitulatif du nombre effectif d'arbres, d'arbustes ou de fruitiers plantés, leur origine et les essences et/ou variétés plantées (issues des listes fournies par le Département).

ARTICLE 9 : Modalités de contrôle et suivi

Les acomptes seront versés sur présentation de certificats établis par le maître d'ouvrage faisant apparaître le taux de réalisation des travaux et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées, visé par le comptable public. Le Département se réserve le droit de solliciter, à l'occasion des demandes d'acomptes, la copie des factures réglées par le maître d'ouvrage.

Le versement du solde se fera sous réserve de présentation d'un certificat d'achèvement des travaux, d'un certificat administratif attestant le paiement effectif des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage et précisant son coût, d'un état récapitulatif des dépenses visé par le comptable public, et de l'ensemble des factures réglées par le maître d'ouvrage au titre de l'opération financée.

La prise en compte des dépenses est fixée à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de réception de la dérogation qui aurait pu être accordée préalablement à ladite délibération.

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé. Dans ce cas, le maître d'ouvrage devra obligatoirement permettre l'accès au site et/ou aux documents jugés utiles dans le cadre de ces contrôles. Il sera préalablement averti et aura connaissance des motifs de ce contrôle.

Le Département se réserve notamment le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives.

ARTICLE 10 : Responsabilité - assurance

Les actions du maître d'ouvrage sont placées sous sa responsabilité exclusive.

ARTICLE 11 : Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant. La demande de modification est réalisée sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique. Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le maître d'ouvrage en sera informé par courrier recommandé.

ARTICLE 12 : Résiliation, reversement et litiges

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet à l'expiration d'un délai de trois mois civils francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution, de caducité ou de modification du projet, ou si l'opération subventionnée n'était pas réalisée dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une quelconque des obligations mises à la charge du maître d'ouvrage par la présente convention.

Le tribunal administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le

**Pour le Président du Département du Nord
et par délégation**

Fait à _____, le

**Pour « le maître d'ouvrage »
Le Maire ou le Président,**

« Prénom » « Nom »

Direction Générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Ruralité et Environnement

Service Agriculture,
Eau et Environnement

Tél. : 03 59 73 58 70
vincent.lecendre@lenord.fr
Réf : DGAST/DRE/SAEE
Affaire suivie par : Vincent Lecendre
Rapport DRE/2022/399

CONVENTION CADRE

Relative au versement d'une subvention de fonctionnement

Vu les articles L. 3211-1 et L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales

Vu la délibération du 22 novembre 2021 adoptant le nouveau dispositif de subventions « Plantation et Renaturation »

Vu la délibération du 18 décembre 2023

Entre les soussignés,

Le Département du Nord

Représenté par Monsieur Christian POIRET, son maire ou son Président
ci-après dénommé « le Département »

Et

Le « maître d'ouvrage »

Représenté par « Civilité » « Prénom » « Nom », son Président
ci-après dénommé « le maître d'ouvrage »

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement et de versement de la participation financière départementale au titre du dispositif de subventions « Plantation et Renaturation » pour l'entretien de haies bocagères sur « la commune/EPCI de ».

ARTICLE 2 : Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de notification d'attribution.

Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution dans les délais impartis ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité.

ARTICLE 3 : Détermination et montant de la contribution financière

Pour permettre au maître d'ouvrage bénéficiaire de réaliser l'opération dont il est à l'initiative mentionnée à l'article 1, le Département du Nord versera une subvention d'un montant maximum de («Subvention_____HT» €) dans les conditions suivantes :

Le montant de la subvention inclut l'ensemble des dépenses subventionnables concernant « PROJET ».

| | |
|--|---------------------------------------|
| Linéaire de haies entretenues | ml |
| Montant (HT) de la dépense subventionnable | «Montant total du Projet HT ou TTC» € |
| Taux de subvention | «Taux» % |
| Montant maximum de la subvention | «Subvention HT ou TTC» € |

Cette subvention sera susceptible d'être recalculée en fonction de l'évolution du coût définitif du projet et du montant réel des dépenses ; il demeure plafonné au montant maximum ci-dessus indiqué.

ARTICLE 4 : Modalités d'exécution et de versement de la participation départementale

Le montant définitif de la subvention du Département sera calculé en fonction du montant réel des dépenses, plafonné au montant de la dépense subventionnable cité à l'article 3.

ARTICLE 5 : Recours à l'insertion

Le Département, dans le cadre de ses compétences, encourage également le maître d'ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans la rédaction des marchés publics.

Le Département soutient les organismes d'appui aux territoires (PLIE), qui peuvent accompagner le maître d'ouvrage dans la réflexion, le montage, l'écriture et la mise en œuvre des clauses d'insertion. La clause d'insertion se traduit, pour les entreprises de travaux titulaires de marchés publics de travaux (article L 2112-2 et suivants du code de la commande publique), par un nombre d'heures de travail à réserver à des publics en insertion (RSA, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification...).

Ce dispositif peut être mis en place de différentes façons par le maître d'ouvrage.

1ère forme :

Il peut s'agir de la mise à disposition de salariés rencontrant des difficultés particulières d'insertion : l'opérateur économique recourt à une entreprise de travail temporaire d'insertion ou à une entreprise de travail temporaire, dans le respect des conditions fixées par l'arrêté du 28 novembre 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur du travail temporaire (relatif aux modalités de mises en œuvre de l'article L.12-51-7 du code du travail). Dans le cas d'une entreprise de travail temporaire, le plan d'accompagnement et de suivi dans l'emploi établi pour chaque personne mise à disposition devra être approuvé par l'organisme d'appui aux territoires.

Il peut s'agir de la mutualisation des heures d'insertion : l'opérateur économique recourt à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou à une autre association intermédiaire.

2ème forme :

Le recours à la sous-traitance d'une partie des travaux à une entreprise d'insertion.

3ème forme :

Le recrutement direct de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, proposées par les organismes d'appui aux territoires.

Afin de garantir au Département une vision globale du processus d'insertion, il est demandé au maître d'ouvrage qui recourt effectivement à des clauses d'insertion de fournir aux services concernés du Département les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée.

ARTICLE 6 : Information sur le commencement de travaux

Il est rappelé qu'aucune subvention ne peut être accordée si l'opération a connu un commencement d'exécution avant la date de la délibération accordant la subvention, ou de la dérogation accordée pour le commencement anticipé. Le commencement d'exécution de l'opération est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'opération ou, dans le cas de travaux effectués en régie, par la constitution d'approvisionnements ou le début d'exécution des travaux.

ARTICLE 7 : Modalités de communication sur la participation départementale

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à cette opération. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le porteur de projet relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse « lenord.fr ».

ARTICLE 8 : Modalités de contrôle et de suivi

Le paiement intégral de la subvention se fera sous réserve de présentation d'un certificat d'achèvement des travaux attestant le linéaire de haies effectivement entretenu et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé par le comptable public.

La prise en compte des dépenses est fixée à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de réception de la dérogation qui aurait pu être accordée préalablement à ladite délibération.

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé. Dans ce cas, le maître d'ouvrage devra obligatoirement permettre l'accès au site et/ou aux documents jugés utiles dans le cadre de ces contrôles. Il sera préalablement averti et aura connaissance des motifs de ce contrôle

Le Département se réserve notamment le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives.

ARTICLE 9 : Responsabilité - assurance

Les actions du maître d'ouvrage sont placées sous sa responsabilité exclusive.

ARTICLE 10 : Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant. La demande de modification est réalisée sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique. Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le maître d'ouvrage en sera informé par courrier recommandé.

ARTICLE 11 : Résiliation, reversement et litiges

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet à l'expiration d'un délai de trois mois civils francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution, de caducité ou de modification du projet, ou si l'opération subventionnée n'était pas réalisée dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non respect de l'une quelconque des obligations mises à la charge du maître d'ouvrage par la présente convention.

Le tribunal administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le

**Pour le Président du Département du Nord
et par délégation**

Fait à _____, le

**Pour « le maître d'ouvrage »
Le Maire ou le Président,**

« Prénom » « Nom »



**Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale**

Direction Ruralité et Environnement

Service Agriculture, Eau et Environnement

Tél. : 03 59 73 82 33
viviane.creneau@lenord.fr
Réf : DGAST/DRE/SAEE/PH/BL/VC
Affaire suivie par : Viviane CRENEAU
Rapport DRE/2020/473

CONVENTION

Relative au versement d'une subvention d'investissement

Vu les articles L. 3211-1 et L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales

Vu la délibération du 28 septembre 2020 adoptant le nouveau dispositif de subventions « Plantation et Renaturation »

Vu la délibération du 14 décembre 2020

Entre les soussignés,

Le Département du Nord

Représenté par Monsieur Jean-René LECERF, son Président

ci-après dénommé « le Département »

Et

L'association Junia, le maître d'ouvrage

Représentée par Monsieur Amaury FLOTAT, son Président

ci-après dénommé « Junia »

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement et de versement de la participation financière départementale au titre du dispositif de subventions « Plantation et Renaturation » sur son volet innovation et expérimentation pour la création d'espaces végétalisés et/ou nourriciers en milieu urbain.

La ville de Lille a mis à disposition de Junia le Palais Rameau via un bail emphytéotique. Junia porte ainsi la réhabilitation de ce monument historique pour le transformer en « premier démonstrateur européen d'agriculture et de l'alimentation » intégré dans son quartier et ouvert à la population.

La valorisation du Palais Rameau tient compte de la volonté première de son donateur, Charles Rameau, de dédier le bâtiment à l'horticulture. Il accueillera dans la partie avant du bâtiment un des tiers lieux pour le grand public et les professionnels (salles de travail, espaces de restauration, espace événementiel), dans la partie arrière du bâtiment le « démonstrateur » et en extérieur un jardin innovant et expérimental.

Le Département du Nord accompagne Junia pour l'aménagement du parc paysager du Palais Rameau en un jardin innovant et expérimental au service de l'agriculture et de l'alimentation de demain.

ARTICLE 2 : Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de notification d'attribution. Pour les subventions d'investissement, le bénéficiaire de la subvention dispose d'une durée maximale de 18 mois pour engager les travaux à compter de la date de notification de la délibération accordant la subvention.

ARTICLE 3 : Détermination et montant de la contribution financière

Pour permettre au maître d'ouvrage bénéficiaire de réaliser l'opération dont il est à l'initiative mentionnée à l'article 1, le Département du Nord versera une subvention d'un montant maximum de 307 593,60 € TTC dans les conditions suivantes :

Le montant de la subvention inclut l'ensemble des dépenses subventionnables concernant l'aménagement du parc paysager du Palais Rameau en un jardin innovant et expérimental au service de l'agriculture et de l'alimentation de demain.

| | |
|---|------------------|
| Coût total (TTC) du projet de jardin | 778 592 € |
| Montant (TTC) de la dépense subventionnable | 512 656 € |
| Taux de subvention | 60 % |
| Montant maximum de la subvention | 307 593,60 € TTC |

Cette subvention sera susceptible d'être recalculée en fonction de l'évolution du coût définitif du projet et du montant réel des dépenses ; il demeure plafonné au montant maximum ci-dessus indiqué.

Le maître d'ouvrage s'engage à respecter les critères d'éligibilité du dispositif de « Plantation et Renaturation » (cf cahier des charges) et à prendre les mesures de nature à garantir le respect desdits critères.

ARTICLE 4 : Modalités de versement de la participation départementale

Le montant définitif de la subvention du Département sera calculé en fonction du montant réel des dépenses plafonnées au montant de la dépense subventionnable cité à l'article 3.

Des acomptes successifs pourront être réglés dans la limite de 80 % du montant total de la subvention et le solde à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 5 : Recours à l'insertion

Le Département, dans le cadre de ses compétences, encourage également le maître d'ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans la rédaction des marchés publics.

Le Département soutient les organismes d'appui aux territoires (PLIE), qui peuvent accompagner le maître d'ouvrage dans la réflexion, le montage, l'écriture et la mise en œuvre des clauses d'insertion. La clause d'insertion se traduit, pour les entreprises de travaux titulaires de marchés publics de travaux (article L 2112-2 et suivants du code de la commande publique), par un nombre d'heures de travail à réserver à des publics en insertion (RSA, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification...).

Ce dispositif peut être mis en place de différentes façons par le maître d'ouvrage.

1ère forme :

Il peut s'agir de la mise à disposition de salariés rencontrant des difficultés particulières d'insertion : l'opérateur économique recourt à une entreprise de travail temporaire d'insertion ou à une entreprise de travail temporaire, dans le respect des conditions fixées par l'arrêté du 28 novembre 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur du travail temporaire (relatif aux modalités de mises en œuvre de l'article L.12-51-7 du code du travail). Dans le cas d'une entreprise de travail temporaire, le plan d'accompagnement et de suivi dans l'emploi établi pour chaque personne mise à disposition devra être approuvé par l'organisme d'appui aux territoires.

Il peut s'agir de la mutualisation des heures d'insertion : l'opérateur économique recourt à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou à une autre association intermédiaire.

2ème forme :

Le recours à la sous-traitance d'une partie des travaux à une entreprise d'insertion.

3ème forme :

Le recrutement direct de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, proposées par les organismes d'appui aux territoires.

Afin de garantir au Département une vision globale du processus d'insertion, il est demandé au maître d'ouvrage qui recourt effectivement à des clauses d'insertion de fournir aux services concernés du Département les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée.

ARTICLE 6 : Information sur le commencement de travaux

Il est rappelé qu'aucune subvention ne peut être accordée si l'opération a connu un commencement d'exécution avant la date de la délibération accordant la subvention, ou de la dérogation accordée pour le commencement anticipé. Le commencement d'exécution de l'opération est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'opération ou le début d'exécution des travaux.

ARTICLE 7 : Modalités de communication sur la participation départementale

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à cette opération. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le porteur de projet relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse « lenord.fr ».

ARTICLE 8 : Bilan de l'opération

Le maître d'ouvrage s'engage à transmettre au Département un rapport définitif illustré à la fin de la convention. Ce rapport devra mettre en évidence l'avancement de la réalisation du projet ainsi que les premiers résultats de sa mise en œuvre.

Pour les opérations de plantation, le maître d'ouvrage s'engage à transmettre un bilan illustré comprenant au minima un tableau récapitulatif du nombre effectif d'arbres, d'arbustes ou de fruitiers plantés, leur origine et les essences et/ou variétés plantées (issues des listes fournies par le Département).

ARTICLE 9 : Modalités de contrôle et suivi

Les acomptes seront versés sur présentation de certificats établis par le maître d'ouvrage faisant apparaître le taux de réalisation des travaux et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées, visé par le comptable public. Le Département se réserve le droit de solliciter, à l'occasion des demandes d'acomptes, la copie des factures réglées par le maître d'ouvrage.

Le versement du solde se fera sous réserve de présentation d'un certificat d'achèvement des travaux, d'un certificat administratif attestant le paiement effectif des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage et précisant son coût, d'un état récapitulatif des dépenses visé par le comptable public, et de l'ensemble des factures réglées par le maître d'ouvrage au titre de l'opération financée.

La prise en compte des dépenses est fixée à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de réception de la dérogation qui aurait pu être accordée préalablement à ladite délibération.

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé. Dans ce cas, le maître d'ouvrage devra obligatoirement permettre l'accès au site et/ou aux documents jugés utiles dans le cadre de ces contrôles. Il sera préalablement averti et aura connaissance des motifs de ce contrôle.

Le Département se réserve notamment le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives.

ARTICLE 10 : Responsabilité - assurance

Les actions du maître d'ouvrage sont placées sous sa responsabilité exclusive.

ARTICLE 11 : Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant. La demande de modification est réalisée sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique. Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le maître d'ouvrage en sera informé par courrier recommandé.

ARTICLE 12 : Résiliation, reversement et litiges

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet à l'expiration d'un délai de trois mois civils francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution, de caducité ou de modification du projet, ou si l'opération subventionnée n'était pas réalisée dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non respect de l'une quelconque des obligations mises à la charge du maître d'ouvrage par la présente convention.

Le tribunal administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 1^{er} février 2021

Pour le Président du Département du Nord
et par délégation



Fait à Lille, le 15/04/2020

Pour JUNIA
Le Président,

JUNIA

2, rue Norbert-Ségar
BP 41290
59014 LILLE cedex
Tél. : 03 20 38 48 58
Siret : 788 707 003 00035
APE : 854ZZ

Amaury FLOTAT

**Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale**

Direction Ruralité et Environnement

Service Agriculture, Eau et Environnement

Tél. : 03 59 73 82 33
Vincent.lecendre@lenord.fr
Réf : DGAST/DRE/SAEE/CDT/OB/VL/GL
Affaire suivie par : Vincent LECENDRE
Rapport DRE/2023/399

Avenant n°1 à la CONVENTION

Relative au versement d'une subvention d'investissement

Vu les articles L. 3211-1 et L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales

Vu la délibération du 14 Décembre 2020 attribuant une subvention d'investissement à l'association JUNIA

Vu la délibération de la Commission permanente du 18 décembre 2023

Entre les soussignés,

Le Département du Nord

Représenté par Monsieur Christian POIRET, son Président

ci-après dénommé « le Département »

Et

L'association JUNIA, le maître d'ouvrage

Représenté par Monsieur Amaury FLOTAT, son Président

ci-après dénommé « le maître d'ouvrage »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Dans le cadre du dispositif départemental de subvention « Plantation et Renaturation » et au titre de sa rubrique « espaces innovants et végétalisés alliant production alimentaire et nature au service des habitants », le Département a attribué à l'association JUNIA une subvention d'investissement de 307 593,60 € lors de la Commission Permanente du 14 décembre 2020 pour l'aménagement des jardins du Palais Rameau à Lille.

Le projet de l'association JUNIA porte sur l'aménagement d'un jardin innovant et expérimental au service de l'agriculture et de l'alimentation de demain qui s'intégrera dans la réhabilitation de l'ensemble du monument avec la mise en place d'un démonstrateur.

A cet effet, une convention cadre a été conclue le 1^{er} Février 2021 pour une durée de trois ans avec une date de notification d'attribution de la subvention au 21 décembre 2020.

L'association JUNIA ayant rencontré des difficultés importantes d'avancement de chantier en lien avec des arrêts de travaux liés au COVID et des contraintes techniques rencontrées sur la réhabilitation des structures du bâtiment du Palais Rameau, souhaite la prolongation du délai de la convention de 18 mois soit jusqu'au 21 juin 2025 en accord avec le Département.

ARTICLE 1 : Prolongation de durée

La convention cadre initiale conclue pour une durée de trois ans est prolongée de dix-huit mois, soit jusqu'au 21 juin 2025.

ARTICLE 2 : Modification de la convention

Ce complément n'entraîne aucune autre modification à la convention cadre initiale.

Fait à Lille, le

Pour le Président du Département du Nord
et par délégation

Fait à _____, le

Pour l'association JUNIA
Le Président,

Amaury FLOTAT

COMMISSION PERMANENTE
Réunion du 18 décembre 2023

OBJET : Interventions départementales dans le domaine de la Plantation et de la Renaturation.

Dans le cadre de la politique Nord durable et en particulier de son engagement 3 visant à renforcer les politiques en faveur de la biodiversité et les puits de carbone, le présent rapport a pour objet :

- l'attribution de subventions aux collectivités et associations pour des opérations éligibles au dispositif « Plantation et Renaturation »,
- la prolongation de délai par avenant de la convention relative au versement d'une subvention d'investissement à l'association JUNIA.

1) Attribution de subventions aux collectivités et associations pour des opérations éligibles au dispositif « Plantation et Renaturation »

Le Conseil départemental du 22 novembre 2021 a adopté les nouvelles modalités de subventions du dispositif intitulé « Plantation et Renaturation » (délibération DRE/2021/405). Ce dernier concerne à la fois les plantations au sens large : boisements, bosquets, haies bocagères, fruitiers de variétés anciennes, arbres d'alignement dont têtards en milieu rural, mais également en ville et la création ou la restauration de jardins collectifs familiaux ou partagés.

Il s'ouvre sur l'innovation et l'expérimentation, en soutenant la création d'espaces végétalisés et/ou nourriciers innovants en milieu rural et urbain et intègre également le volet entretien pour les haies bocagères sur terrain public ou privé agricole pour les collectivités.

Le règlement du dispositif adopté est repris en annexe 1.

Des demandes de subventions d'investissement et de fonctionnement ont été présentées par :

Investissement :

- la Communauté de Communes Cœur de l'Avesnois,
- les communes de :
 - Landrecies,
 - Ennetières-en-Weppes,
 - Lallaing,
 - Maubeuge,
 - Le Quesnoy
- l'association APEI du Valenciennois,
- la Société des Jardins Familiaux d'Hazebrouck,
- le bailleur social Habitat du Nord pour 2 projets à Verlinghem et Wambrechies,
- le Syndicat Mixte du Sud Est de l'Escaut,
- le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut,
- la Métropole Européenne de Lille,

- la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut.

Fonctionnement :

- les Communautés de Communes :
 - du Pays de Mormal,
 - des Hauts de Flandre,
 - du Cœur de l'Avesnois.

Les subventions sont attribuées au titre de l'année 2023 (BP 2023).

Le tableau, ci-après, récapitule les projets et précise pour chacun d'eux la nature des travaux, leur coût estimatif, le montant de la dépense subventionnable et celui de la subvention départementale proposée :

Demandes de subventions en investissement

| Maître d'ouvrage | Nature des travaux | Montant estimatif des travaux (€ HT) | Montant de la dépense subventionnable (€ HT) | Montant de la subvention proposée (Taux 60 %) |
|---|---|--------------------------------------|--|---|
| Communauté de Communes Cœur de l'Avesnois | Plantation de 5 333 m de haies bocagères et 60 arbres de haut-jet sur terrain agricole sur le territoire de la communauté de communes. | 57 830,00 | 57 830,00 | 34 698,00 € |
| Landrecies | Plantation de 30 arbres de haut-jet sur 6 emprises communales. | 8 850,00 | 3 600,00 | 2 160,00 € |
| Ennetières-en-Weppes | Création d'un jardin partagé rue des Broux sur une surface de 850 m ² , intégration de la biodiversité associée, animations nature et jardinage. | 26 739,00 | 26 739,00 | 16 043,40 € |
| Lallaing | Restauration de 5 saules têtards. | 2 500,00 | 1 000,00 | 600,00 € |
| Maubeuge | Création d'un jardin partagé, d'un verger, d'une zone de repos et loisir et d'une zone d'éco-pâturage sur une surface de 15 000 m ² dans le quartier de Montplaisir. | 82 950,00 | 82 950,00 | 49 770,00 € |
| Le Quesnoy | Restauration des jardins partagés communaux rue du 8 Mai 1945 – Installation de 15 nouveaux chalets en bois | 12 960,00 | 12 960,00 | 7 776,00 € |
| Habitat du Nord, projet à Verlinghem | Renaturation, création d'un jardin partagé et d'un espace de nature aux abords de la résidence « La Source ». | 2 867,80 | 2 867,80 | 1 720,68 € |
| Habitat du Nord, projet à Wambrechies | Renaturation, création d'un jardin partagé et d'un espace de nature aux abords de la résidence « Foch ». | 5 273,50 | 5 273,50 | 3 164,10 € |

| | | | | |
|---|--|-----------|-----------|---------------------|
| Syndicat Mixte du Sud Est de l'Escaut | Plantation de 10 km de haies dans le cadre de la lutte contre l'érosion des sols. | 18 152,85 | 18 152,85 | 10 891,71 € |
| Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut | Restauration de 209 saules têtards sur 14 communes. | 48 104,50 | 41 800,00 | 25 080,00 € |
| Métropole Européenne de Lille | Plantation d'arbres et arbustes sur 9 communes pour une surface boisée de 19 375 m ² | 76 777,68 | 34 875,00 | 20 925,00 € |
| Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut | Plantation de 417 arbres fruitiers de variétés anciennes (203 hautes-tiges, 100 basses-tiges, 14 palissés) sur 13 communes du territoire | 27 461,44 | 27 461,44 | 16 476,86 € |
| SOUS-TOTAL | | | | 189 305,75 € |

| Maître d'ouvrage | Nature des travaux | Montant estimatif des travaux (TTC) | Montant de la dépense subventionnable (TTC) | Montant de la subvention proposée (Taux 60%) |
|---|--|-------------------------------------|---|--|
| Association APEI du Valenciennois* | Création d'un boisement de 300 m ² de type « micro-forêt ». | 10 498,75 | 540,00 | 324,00 € |
| Société des Jardins Familiaux d'Hazebrouck* | Restauration d'une partie du jardin familial « Les Géants » et pose d'une clôture. | 7 261,68 | 7 261,68 | 4 357,01 € |
| SOUS-TOTAL | | | | 4 681,01 € |
| TOTAL | | | | 193 986,76 € |

**Pour les associations, les subventions sont accordées en TTC.*

Demandes de subventions en fonctionnement

| Maître d'ouvrage | Nature des travaux | Montant estimatif des travaux (€ HT) | Montant de la dépense subventionnable (€ HT) | Montant de la subvention proposée (Taux 50 %) |
|---|--|--------------------------------------|--|---|
| Communauté de Communes du Pays de Mormal | Entretien annuel de 1 000 km de haies bocagères. | 210 000 | 210 000 | 105 000 € |
| Communauté de Communes des Hauts de Flandre | Entretien annuel de 243 km de haies bocagères. | 55 305,39 | 55 305,39 | 27 652, 70 € |
| Communauté de Communes Cœur de l'Avesnois | Entretien annuel de 572 km de haies bocagères. | 102 904,20 | 102 904,20 | 51 452,10 € |
| TOTAL | | | | 184 104,80 € |

Les subventions, ci-dessus, feront l'objet de conventions avec les maîtres d'ouvrage, selon les modèles de conventions cadre, jointes en annexes 2 et 3.

2) La prolongation de délai par avenant de la convention relative au versement d'une subvention d'investissement à l'association JUNIA

Dans le cadre du dispositif départemental de subvention « Plantation et Renaturation » et au titre de sa rubrique « espaces innovants et végétalisés alliant production alimentaire et nature au service des habitants », le Département a attribué à l'association JUNIA une subvention d'investissement de 307 593,60 € lors de la Commission permanente du 14 décembre 2020 (DRE/2020/473), pour l'aménagement des jardins du Palais Rameau à Lille.

Le projet de l'association JUNIA porte sur l'aménagement d'un jardin innovant et expérimental au service de l'agriculture et de l'alimentation de demain qui s'intégrera dans la réhabilitation de l'ensemble du monument avec la mise en place d'un démonstrateur.

Par courrier du 13 avril 2023, l'association JUNIA a fait part de difficultés importantes d'avancement de chantier en lien avec des arrêts de travaux liés au COVID et des contraintes techniques rencontrées sur la réhabilitation des structures du bâtiment Palais Rameau. Elle a sollicité le Département pour obtenir une prolongation de délai sans aucune incidence financière.

Par son article n°2, la convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de notification d'attribution du 21 décembre 2020 (annexe 4). Ce délai ne pouvant être respecté, il nécessite une prolongation. L'avenant n°1 joint au présent rapport (annexe 5) a donc pour objet de prolonger le délai de la fin de la convention de 18 mois supplémentaires. Le complément n'entraîne aucune modification à la convention initiale.

Il est proposé à la Commission permanente :

- d'attribuer les subventions d'investissement suivantes :
 - 34 698 € à la Communauté de Communes Cœur de l'Avesnois,
 - 2 160 € à la commune de Landrecies,
 - 16 043,40 € à la commune d'Ennetières-en-Weppes,
 - 600 € à la commune de Lallaing,
 - 49 770 € à la commune de Maubeuge,
 - 7 776 € à la commune de Le Quesnoy,
 - 324 € à l'association APEI du Valenciennois,
 - 4 357,01 € à la Société des Jardins Familiaux d'Hazebrouck,
 - 1 720,68 € au bailleur social Habitat du Nord pour le projet à Verlinghem,
 - 3 164,10 € au bailleur social Habitat du Nord pour le projet à Wambrechies,
 - 10 891,71 € au Syndicat Mixte du Sud Est de l'Escaut,
 - 25 080 € au Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut,
 - 20 925 € à la Métropole Européenne de Lille,
 - 16 476,86 € à la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut.

- d'autoriser Monsieur le Président à signer avec la Communauté de Communes Cœur de l'Avesnois, les communes de Landrecies, Ennetières-en-Weppes, Lallaing, Maubeuge et Le Quesnoy, le bailleur social Habitat du Nord (projets à Verlinghem et Wambrechies), le Syndicat Mixte du Sud Est de l'Escaut, le Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut, la Métropole Européenne de Lille, la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut, l'association APEI du Valenciennois, la Société des Jardins Familiaux d'Hazebrouck, une convention cadre, conforme au modèle joint en annexe 2 ;

- d'imputer la dépense d'investissement correspondante, soit 193 986,76 € sur l'opération 23004OP002 ;

- d'attribuer les subventions de fonctionnement suivantes :
 - 105 000 € à la Communauté de Communes du Pays de Mormal,
 - 27 652, 70 € à la Communauté de Communes des Hauts de Flandre,
 - 51 452,10 € à la Communauté de Communes Cœur de l'Avesnois.

- d'autoriser Monsieur le Président à signer avec les Communautés de Communes du Pays de Mormal, Hauts de Flandre et Cœur de l'Avesnois une convention cadre, conforme au modèle joint en annexe 3 ;

- d'imputer la dépense de fonctionnement correspondante, soit 184 104,80 € sur l'opération 23004OP002 ;

- d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 à la convention relative au versement d'une subvention d'investissement à l'association JUNIA pour l'aménagement des jardins du Palais Rameau à Lille, repris en annexe 5 du présent rapport.

| CODE GRAND ANGLE | | ENGAGEMENTS | | |
|------------------|-----------|-------------|-----------------|--------------------------|
| OPERATION | ENVELOPPE | AUTORISES | DEJA CONTRACTES | PROPOSES DANS LE RAPPORT |
| 23004OP002 | 23004E30 | 500 000 € | 304 128,79 € | 193 986,76 € |
| 23004OP002 | 23004E31 | 250 000 € | 0 € | 184 104,80 € |

Patrick VALOIS
Vice-Président